

# **Pour la libération des prisonniers politiques de Campeche, Mexique**

vendredi 14 mai 2010, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 26 février 2010).

## **Déclaration adoptée par le 16<sup>e</sup> congrès mondial de la QI réuni les 23-28 février 2010.**

Le Mexique vit un nouveau processus de militarisation et de répression des mouvements sociaux et de l'opposition au gouvernement frauduleux et illégitime de Felipe Calderón. Les cas de répression, de persécution et d'emprisonnement se multiplient à travers tout le pays, touchant toutes les voix qui s'élèvent contre l'autoritarisme du gouvernement et contre ses politiques qui attentent aux droits et à la qualité de vie du peuple. Parmi tous ces abus de pouvoir le Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale souligne le cas des camarades Sara López, Joaquín Aguilar et Guadalupe Borjas, emprisonnés depuis juillet 2009 au pénitencier de Kobén, à Campeche.

Leurs cas mettent en lumière les deux axes fondamentaux de la politique de Calderón : privatisation et répression. La privatisation de l'énergie, tant du pétrole que de l'électricité, avance secrètement depuis des années, produisant l'augmentation progressive des tarifs de l'électricité, en particulier dans les zones rurales réduites à la pauvreté. Au cours des derniers mois elle connaît un saut qualitatif avec la liquidation de la compagnie Luz y Fuerza del Centro (LyFC) et la disparition du Syndicat mexicain des électriciens (SME).

Comme dans les autres zones rurales du pays, tels Veracruz, Tabasco, Chiapas, etc., depuis près de trois ans la Commission Fédérale d'Électricité a augmenté de plus de 200 % les tarifs à Candelaria (Campeche) — un abus intolérable pour les revenus limités des paysans de Campeche. C'est pourquoi face à cette attaque privatisatrice au cours de ces années a été créé et s'est renforcé le Mouvement de résistance civique pour le non-paiement des hauts tarifs de l'éclairage et pour un tarif social et juste, indexé sur le salaire minimum.

Tout au long de ces années le mouvement de résistance a été une réponse aux politiques néolibérales. Le gouvernement, loin de s'occuper des justes revendications des camarades a répondu par la criminalisation de ce mouvement.

A peine une semaine après les législatives de juillet 2009, cinq dirigeants de la résistance ont été emprisonnés. Ils sont détenus, subissent la violence, l'intimidation et des menaces contre leurs familles. Ils sont accusés de « privation illégale de la liberté » pour avoir fait pression en obligeant les fonctionnaires de la CFE à demeurer dans ses installations tout en exigeant une solution satisfaisant leurs revendications.

Le recours à cette caractérisation d'infraction est devenu une pratique courante des gouvernements du Parti d'action nationale, dont le cas de Ignacio del Valle de Atenco, condamné à plus de 100 ans de prison, est le plus significatif.

Jusqu'à maintenant la mobilisation populaire et l'incongruité juridique du gouvernement ont permis la libération de deux camarades emprisonnés, mais Sara López, Joaquín Aguilar et Guadalupe Borjas restent en prison. Ils n'ont pas encore été condamnés et les semaines à venir seront fondamentales pour leur statut juridique.

Le Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale se joint à l'exigence de la libération des trois prisonniers politiques de Candelaria, demande l'arrêt de la persécution et de la répression des mouvements sociaux et se solidarise avec les camarades de la résistance contre la privatisation de l'électricité et l'augmentation des tarifs.

Liberté pour Sara López, Joaquín Aguilar et Guadalupe Borjas !

Non à la privatisation de l'énergie !

---

---

**P.-S.**

\* Cette motion a été adoptée à l'unanimité, un mandat ne prenant pas part au vote.